



PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le onze septembre, le Conseil Communautaire dûment convoqué s'est réuni au siège de la Communauté de communes de la Marche berrichonne à AIGURANDE, en session ordinaire, sous la présidence de M. Pascal COURTAUD, Président.

Etaient présents : M. Pascal COURTAUD, Mme Virginie ELION, M. Bruno SIMON, M. Bernard MITATY, M. Laurent BRE, M. Bernard MAILLIEN, M. Jean-Michel DEGAY, M. Philippe ALLELY, Mme Béatrice BARNOLE, M. Daniel DAUDON, M. Julien BEGAT, Mme Sabine GONNARD, Mme Christine SAUVARD, M. Armand PINTON, M. Maurice DESRIERS, M. Rémy DEGUET et M. Daniel CALAME conseillers communautaires.

Etaient absents : Mme Marie-Laure GIRAUDET, M. Gérard LAGOUTTE, Mme Jacqueline MAITRE, M. Bernard FOULATIER, M. Philippe MAUGRION, M. Pascal CUTARD, Mme Camille DESABRES, M. Nicolas CHIAPPE, M. Joël LABAYE, excusés.

Pouvoirs : Mme Marie-Laure GIRAUDET a donné pouvoir à Mme Virginie ELION.

Secrétaire de séance : Madame Christine SAUVARD est désignée secrétaire de séance.

Ordre du jour de la séance :

- Répartition du FPIC 2024.
- Reversement de la compensation part salaires de la taxe professionnelle des communes.
- France Ruralité Revitalisation : régime des exonérations.
- Fonds partenarial de proximité.
- Contrat d'assurance groupe risques statutaires.
- Marché de traitement des OMR (Gournay).
- SPL Tri Berry Nivernais : rapport de gestion 2023.
- Admissions en non-valeurs.
- Ajustements budgétaires.
- Affaires diverses.

DE-20240911-001 – Répartition du FPIC 2024

Reçu à la sous-préfecture le 16 septembre 2024

Le Président indique au Conseil communautaire qu'il a reçu notification, de la part de la Préfecture, de deux fiches d'information relatives :

- l'une à la répartition de droit commun du prélèvement et du reversement au titre du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) entre l'EPCI et ses communes membres.

- l'autre aux différentes données nécessaires au calcul des répartitions dérogatoire entre la communauté et ses communes membres.

Il précise le contenu de ces fiches et les différentes modalités de répartitions possibles (de droit, dérogatoire). Le versement au bénéfice de l'ensemble intercommunal s'élève à 175 655 €, tandis que le prélèvement est de 55 111 €.

Par délibération prise dans les deux mois de la notification, le Conseil communautaire doit se prononcer sur la répartition du FPIC entre la communauté et ses Communes membres et entre les communes elles-mêmes.

Le Président propose au Conseil communautaire de choisir de conserver la répartition dite "de droit commun", tant pour le prélèvement que pour le reversement.

Le Conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité,

-DECIDE de répartir le FPIC selon la répartition dite "de droit commun", tant pour le prélèvement que pour le reversement.

DE-20240911-002 – Reversement part salaire de la taxe professionnelle

Reçu à la sous-préfecture le 16 septembre 2024

Monsieur le Président indique que la loi de Finances pour 2024 a décidé de faire évoluer les modalités de perception de la compensation « part salaires » (CPS) de la dotation forfaitaire des communes dans le cadre de la DGF.

Jusqu'en 2023, les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle percevaient la CPS au sein de leur dotation forfaitaire. La loi de Finances pour 2024 a intégré cette compensation à la dotation de compensation des EPCI à fiscalité additionnelle, comme c'est le cas pour les EPCI à fiscalité professionnelle unique.

En conséquence, la loi de Finances pour 2024 prévoit un reversement obligatoire de l'EPCI au bénéfice des communes concernées, conformément à l'arrêté ministériel du 16 avril 2024 portant attribution individuelle au titre du reversement de la CPS des communes pour l'année 2024.

Ainsi, la dotation attribuée à la Communauté de communes de la Marche berrichonne au titre de la CPS pour 2024 s'élève à 106 120 €.

Le reversement aux communes, est arrêté comme suit, pour un total de 107 892 €

Aigurande	61 059
La Buxerette	975
Crevant	5 132
Lourdoux Saint Michel	6 726
Montchevrier	6 394
Orsennes	7 694
Saint Denis de Jouhet	14 904
Saint Plantaire	5 008

Le Conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité,

- DECIDE de reverser la part CPS aux communes telle que définie ci-dessus.

DE-20240911-003-A – France Ruralités Revalorisation : Exonération CFE

Reçu à la sous-préfecture le 16 septembre 2024

Monsieur le Président expose les dispositions de l'article 1466 G du code général des impôts permettant au conseil communautaire d'instaurer l'exonération de cotisation foncière des entreprises applicable aux établissements créés ou faisant l'objet d'une extension, entre le 1er juillet 2024 et le 31 décembre 2029, dans les zones France Ruralités Revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44 quinquies A du code général des impôts, par les entreprises bénéficiant de l'exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés prévue à l'article précité.

Compte tenu du classement des communes composant la Communauté de communes de la Marche berrichonne en zone « France Ruralités Revitalisation », le Président propose d'instituer cette exonération sur le territoire de la Communauté.

Vu l'article 1466 G du code général des impôts,

Le Conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité,

- DECIDE d'instaurer l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue en faveur des opérations visées à l'article 1466 G du code général des impôts.
- CHARGE le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

DE-20240911-003-B – France Ruralités Revalorisation : Exonération TFB

Reçu à la sous-préfecture le 16 septembre 2024

Monsieur le Président expose les dispositions de l'article 1383 K du code général des impôts permettant au conseil communautaire d'instaurer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les immeubles situés dans les zones France Ruralités Revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44 quindecies A du code général des impôts, et rattachés à un établissement remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1466 G.

Compte tenu du classement des communes composant la Communauté de communes de la Marche berrichonne en zone « France Ruralités Revitalisation », le Président propose d'instituer cette exonération sur le territoire de la Communauté.

Vu l'article 1383 K du code général des impôts,

Vu l'article 1466 G du code général des impôts,

Le Conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité,

- DECIDE d'instaurer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles situés dans les zones France Ruralités Revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44 quindecies A du code général des impôts, et rattachés à un établissement remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1466 G.
- CHARGE le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

DE-20240911-004 – Fonds partenarial économie de proximité : modification du règlement d'intervention

Reçu à la sous-préfecture le 20 septembre 2024

La Communauté de communes a mis en œuvre, en collaboration avec la Région Centre Val de Loire, un fonds partenarial à destination des entreprises de proximité.

Le règlement d'intervention de ce fonds a été approuvé par le conseil communautaire le 21 juin 2023. Il est proposé de modifier la durée de l'assiette des dépenses éligibles retenues passant de 12 à 18 mois dans la cadre d'une création / reprise.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil communautaire :

- APPROUVE la modification du règlement d'intervention portant à 18 mois la durée de l'assiette des dépenses éligibles dans la cadre d'une création / reprise (article 6-A).

DE-20240911-005 – Fonds partenarial économie de proximité : attribution d'une aide

Reçu à la sous-préfecture le 20 septembre 2024

La Communauté de communes a mis en œuvre, en collaboration avec la Région Centre Val de Loire, un fonds partenarial à destination des entreprises de proximité.

Le règlement d'intervention de ce fonds prévoit que pour les projets conformes aux priorités territoriales et dont la subvention est comprise entre 500 € et 5 000 €, la prise en charge est réalisée par la Communauté de communes.

Un dossier a été déposé dans ce cadre : il s'agit de la SARL Le Montcabrien, Restaurant à Montchevrier et souhaitant acquérir du matériel de cuisine et mobilier de bar.

L'investissement est de 8 824,96 € HT et selon le règlement du fonds, elle peut prétendre à une subvention de 2 640 € (30%).

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil communautaire :

- **APPROUVE** l'octroi d'une subvention de 2 640 € au projet d'acquisition de matériel de cuisine et mobilier de bar de la SARL Le Montcabrien.

DE-20240911-006 – Adhésion au contrat groupe d'assurances des risques statutaires

Reçu à la sous-préfecture le 20 septembre 2024

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26, non encore codifié ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Considérant que les risques statutaires peuvent être garantis au moyen d'un contrat d'assurance et que le Centre de Gestion propose un contrat groupe permettant de mutualiser les risques,

Vu les propositions de taux d'assurance du contrat garantissant les risques statutaires retenu par le Centre de Gestion pour le contrat sur la période 2025-2028,

Le conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'adhérer au contrat groupe d'assurance statutaire proposé par le Centre de Gestion dans le cadre de ses missions additionnelles.

Assureur : **GROUPAMA Centre Atlantique**

Courtier : **Siaci Saint Honoré**

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2025).

Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Agents Permanents (Titulaires ou Stagiaires) affiliés à la C.N.R.A.C.L.

Risques garantis :

- Décès
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service
- Longue maladie, maladie longue durée
- Maternité y compris congés pathologiques / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
- Maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement
- Temps partiel pour raison thérapeutique consécutif à un arrêt, mise en disponibilité d'office pour raison de santé, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire
- Maintien du demi-traitement pour les agents ayant épuisé leurs droits à prestations

Conditions : (garanties/franchises/taux)

Garanties IJ 100%

GARANTIES ET FRANCHISES	TAUX
Tous les risques, avec une franchise de 10 jours sur l'ensemble des arrêts (sauf maternité sans franchise)	5.74%

Agents Titulaires ou Stagiaires non-affiliés à la C.N.R.A.C.L. et des Agents Non-Titulaires ou Agents affiliés I.R.C.A.N.T.E.C

Risques garantis :

- Congé pour invalidité imputable au service
- Grave maladie
- Maternité (y compris congés pathologiques) / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
- Maladie ordinaire à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement
- Reprise d'activité partielle pour motif thérapeutique

Conditions : (garanties/franchises/taux)

Garanties IJ 100%

GARANTIES ET FRANCHISES	TAUX
Tous les risques, avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire	1.21%

- **AUTORISE** le Président à signer les actes nécessaires à la mise en œuvre de ce contrat.

DE-20240911-007 – Rapport de gestion de la SPL Tri Berry Nivernais

Reçu à la sous-préfecture le 20 septembre 2024

L'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriale prévoit que les organes délibérant des collectivités territoriales ou de leurs groupements se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration.

Il est demandé à l'assemblée délibérante de donner acte au Président, par ailleurs membre du conseil d'administration et Vice-président de la SPL Tri Berry Nivernais, de la présentation de ce rapport au titre de la gestion 2023.

Le Conseil communautaire prend acte de la présentation du rapport de la SPL Tri Berry Nivernais au titre de la gestion 2023.

DE-20240911-008 – Marché de traitement des OMR et DAE : avenant

Reçu à la sous-préfecture le 20 septembre 2024

Lors de la séance du 6 mars 2024, il a été décidé de conclure avec SUEZ une convention de prestations de services pour l'enfouissement des OMR (ordures ménagères résiduelles) et DAE (déchets d'activités économique) sur le site de Gournay.

Cette convention était initialement d'une durée de 3 mois. Il convient donc de la prolonger par avenant jusqu'au 30 septembre 2024.

Le Conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ACCEPTE de prolonger jusqu'au 30 septembre 2024 la convention de prestation de services pour l'enfouissement des OMR et DAE sur le site de Gournay avec la société SUEZ.

DE-20240911-009 – Marché de traitement des OMR et DAE : groupement de commande

Reçu à la sous-préfecture le 20 septembre 2024

Lors de la séance du 6 mars 2024, il a été décidé de conclure avec SUEZ une convention de prestations de services pour l'enfouissement des OMR (ordures ménagères résiduelles) et DAE (déchets d'activités économique) sur le site de Gournay.

Cette convention est prolongée par avenant jusqu'au 30 septembre 2024.

Ensuite, il est proposé d'intégrer le groupement de commande du SYTOM de la Région de Châteauroux, par avenant à leur convention.

Le Conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ACCEPTE d'intégrer le groupement de commande du SYTOM de la Région de Châteauroux dans le cadre de son marché d'enfouissement des OMR et DAE.
- AUTORISE le Président à signer tous documents nécessaires pour ce faire.

DE-20240911-010 – Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels

Reçu à la sous-préfecture le 20 septembre 2024

Par délibération du 14 décembre 2022, le conseil communautaire a décidé de l'élaboration d'un Document Unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) et a confié, par convention, sa réalisation au Centre de Gestion de l'Indre.

Ce DUERP permet d'identifier et de classer les risques rencontrés dans la collectivité afin de mettre en place des actions de prévention pertinentes.

Sa réalisation permet de

- Sensibiliser les agents et la hiérarchie à la prévention des risques professionnels.
- Instaurer une communication à ce sujet.
- Planifier les actions de prévention en fonction de l'importance du risque, mais aussi des choix et des moyens.
- Aider à établir un programme annuel de prévention.

La mise en place du Document Unique est une obligation pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Le Document Unique, élaboré par le Centre de Gestion de l'Indre pour la Communauté de communes de la Marche berrichonne, a reçu un avis favorable de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (F3SCT) du Centre de Gestion de l'Indre le 24 juin 2024.

Le Conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité **VALIDE** le Document Unique.

DE-20240911-011 – Créances éteintes : budget ordures ménagères*Reçu à la sous-préfecture le 20 septembre 2024*

Sur demande du Service de Gestion comptable de La Châtre, il est proposé au Conseil communautaire d'admettre en créances éteintes les sommes dues par le débiteur qui a fait l'objet d'une ordonnance d'homologation de procédure de rétablissement personnel (procédure de surendettement effacement de dette) ou d'une liquidation judiciaire (clôture pour insuffisance d'actif), soit :

Article 6542 – créances éteintes :

- Dossier 1194947586 de M. BERANGER Simon (Quartier Pasteur 23600 Boussac) pour 223,53 €
- Dossier 110578688 de Mme BERGER Adeline (Bar Tabac Presse au 15 rue Jean Traversat 36230 Saint Denis de Jouhet) pour 332,32 €
- Dossier 1183587952 de Mme CHABAS Sandrine (4 impasse de la résistance 36140 Crevant) pour 304,89 €
- Dossier 1173243927 de Mme BARBAUD Mélanie (7 rue de la poste 36190 Orsennes) pour 611,94 €
- Dossier 1180567435 de M. DEBAUCHE Christophe (5 allée André Lhéritier 36230 Saint Denis de Jouhet) de 223,97 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- DECIDE d'admettre en créances éteintes les sommes susvisées.

DE-20240911-012-A – Décision modificative n°1 – budget centre de santé*Reçu à la sous-préfecture le 16 septembre 2024*

Monsieur le Président propose les virements de crédits suivants :

Fonctionnement

Dépenses :

art. 611 – prestation de services	- 12 000
art. 60632 – fournitures	- 551
art. 673 – titres annulés	+ 12 551

Le conseil communautaire adopte les présentes modifications budgétaires.

DE-20240911-012-B – Décision modificative n°1 – budget principal*Reçu à la sous-préfecture le 16 septembre 2024*

Monsieur le Président propose les virements de crédits suivants :

Fonctionnement

Dépenses

art 7498 autres reversements sur dotations	+ 107 892
art 73953 fraction compensatoire DGF	- 107 892
art 739221 FPIC	+ 6 631
art 64111 rémunération personnel titulaire	+ 21 200

Recettes

art 6419 remboursement rémunération personnel	+ 27 831
---	----------

Le conseil communautaire adopte les présentes modifications budgétaires.

DE-20240911-012-C – Décision modificative n°1 – budget zone d'activités*Reçu à la sous-préfecture le 16 septembre 2024*

Monsieur le Président propose les virements de crédits suivants :

Fonctionnement

Dépenses

art 7133 variation des en-cours de production + 154 673,49

Recettes

art 71 355 variation des stocks + 154 673,49

Investissement

Dépenses

art 3555 terrains aménagés + 154 673,49

Recettes

art 3355 travaux + 154 673,49

Le conseil communautaire adopte les présentes modifications budgétaires.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,